Lorsque René Cassin commentait la Déclaration universelle des Droits de l'homme ; à propos du cours publié dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international* de 1951

Jean-Manuel Larralde

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/crdf/6657>

DOI : 10.4000/crdf.6657

ISSN : 2264-1246

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

Pagination : 23-32

ISBN : 978-2-84133-342-4

ISSN : 1634-8842

Référence électronique

Jean-Manuel Larralde, « Lorsque René Cassin commentait la Déclaration universelle des Droits de l'homme ; à propos du cours publié dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international* de 1951 », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux* [En ligne], 7 | 2009, mis en ligne le 15 décembre 2020, consulté le 14 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/crdf/6657> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crdf.6657>

Lorsque René Cassin commentait la Déclaration universelle des Droits de l'homme ; à propos du cours publié dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international* de 1951

Jean-Manuel LARRALDE

Professeur de droit public à l'Université de Caen Basse-Normandie
Centre de recherche sur les droits fondamentaux et les évolutions du droit (CRDFED)

I. De la Déclaration-manifeste à la Déclaration source des droits internationalement protégés

A. La Déclaration, « manifeste collectif de principes »

B. La Déclaration, « source » de la protection des Droits de l'homme

II. La Déclaration universelle et la question de l'universalité des Droits de l'homme

A. Une Déclaration « universelle » et non « internationale »

B. L'universalité des Droits de l'homme, principe fondamental contesté

Si un « rapport explicatif » permet d'éclairer le lecteur en développant les buts et fonctions ainsi que le contenu matériel de nombreux textes internationaux¹, ce n'est pas le cas de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 217 A (III) le 10 décembre 1948. Certes, les différents commentaires de ce texte ne manquent pas², mais on doit pourtant considérer que l'un d'entre eux constitue

une source d'une essence particulière, en raison de la qualité de son auteur. C'est, en effet, René Cassin qui publie en 1951 dans le *Recueil des cours de l'Académie de droit international* de La Haye une très dense recherche intitulée « La Déclaration universelle et la mise en œuvre des Droits de l'homme »³. Or, le nom de René Cassin renvoie évidemment – même si sa longue carrière de juriste ne se réduit pas à cela⁴ – à sa participation à l'élaboration de la

1. Telles la plupart des conventions adoptées dans le cadre du Conseil de l'Europe. Voir <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/v3DefaultFRE.asp>.

2. Voir, entre autres, G. Vedel, « La Déclaration universelle des Droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 1949, p. 372 sq. ; A. Verdoodt, *Naissance et signification de la Déclaration universelle des Droits de l'homme*, Louvain, Nauwelaerts, 1958 ; *La Déclaration universelle des Droits de l'homme, 40^e anniversaire*, Paris, Unesco – L'Harmattan, 1988 ; K. Coates, *Universal Declaration on Human Rights*, Nottingham, Spokesman Books, 1998 ; G. Johnson, *The Universal Declaration of Human Rights : A history of its creation and implementation, 1948-1998*, Paris, Unesco, 1998 ; G. Alfredsson et A. Eide, *The Universal Declaration of Human Rights : A Common Standard of Achievement*, La Haye, Kluwer, 1999 ; *La Déclaration universelle des Droits de l'homme, 1948-1998. Avenir d'un idéal commun*, Commission nationale consultative des Droits de l'homme (éd.), Paris, La Documentation française, 1999 ; J. Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights : Origins, Drafting, and Intent*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2000 ; M.A. Glendon, *A World Made New : Eleanor Roosevelt and the Universal Declaration of Human Rights*, New York, Random House, 2000.

3. R. Cassin, « La Déclaration universelle et la mise en œuvre des Droits de l'homme », *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, 1951, II, t. 79, p. 240-367.

4. Voir, sur ce point, G. Israël, *René Cassin*, Bruxelles, Bruylant (Droit et justice, n° 71), 2007.

Déclaration universelle. Du 27 janvier au 10 décembre 1948, la Commission des Droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies a préparé en plusieurs phases le projet de Déclaration. Cette Commission, présidée par Eleanor Roosevelt, assistée de deux vice-présidents, l'un chinois, M. Chang, et l'autre libanais, C. Malik, a d'abord décidé de confier à son seul bureau la rédaction d'une « Charte des Droits de l'homme », mais le Conseil économique et social, sensible aux critiques émises par la France et l'Union soviétique en la matière, a substitué à ce bureau un Comité de 8 membres, au sein duquel René Cassin jouera un rôle décisif (il en sera, en effet, le rapporteur)⁵. Le cours de l'Académie de droit international de 1951 constitue donc un document essentiel, puisqu'il émane de l'un des principaux rédacteurs du texte⁶. Cette publication (comme l'indique son titre) ne constitue toutefois pas un commentaire de la Déclaration au sens strict du terme⁷. René Cassin cherche davantage à replacer le texte de 1948 dans le cadre d'une dynamique, qui est celle de la protection supranationale des Droits de l'homme. C'est à cet égard qu'il est aujourd'hui pertinent de confronter les idées de René Cassin à plus de cinquante ans de pratique et de réalisations en la matière. En suivant la pensée de celui qui allait se voir accorder le prix Nobel de la Paix en 1968, on peut constater que la Déclaration, qui ne peut plus être considérée aujourd'hui comme une simple déclaration de principes (I), a marqué une étape décisive dans la reconnaissance de l'universalité des Droits de l'homme, élément fondateur aujourd'hui malmené (II).

I. De la Déclaration-manifeste à la Déclaration source des droits internationalement protégés

En quelques années, la Déclaration universelle des Droits de l'homme va progressivement renforcer sa portée, sans que pour autant son contenu matériel ne soit modifié.

On passera, en effet, peu à peu d'une « Déclaration-manifeste » (A) à une Déclaration « source » de la protection des Droits de l'homme (B).

A. La Déclaration, « manifeste collectif de principes »⁸

La Déclaration universelle des Droits de l'homme constitue le résultat partiel d'un complexe processus. En effet, le choix d'une forme juridique pour ce texte n'est pas immédiatement allé de soi : alors que le Royaume-Uni penche pour l'adoption d'une convention des Droits de l'homme, les États-Unis souhaitent s'en tenir à une « déclaration-manifeste ». La Commission des Droits de l'homme, lors de sa 2^e session de novembre 1947, tente donc d'établir un rapprochement entre ces conceptions largement antinomiques. Le volet central sera constitué par une Déclaration, sans nature contraignante pour les États⁹ et élaborée immédiatement. Ce qui aurait donc pu constituer « la première illustration du pouvoir de législation de l'Assemblée générale des Nations unies » s'avèrera totalement impraticable, en raison tout à la fois des « pouvoirs limités de discussion que les articles 10 et 13 de la Charte confèrent à l'Assemblée générale » et de « l'état actuellement peu avancé de la communauté juridique universelle »¹⁰. Mais cette Déclaration devra ensuite être complétée par une Convention et par des mesures internationales de mise en œuvre. Dès le début des discussions et travaux, le texte de 1958 est donc pensé et construit comme le premier élément d'un ensemble plus vaste, qui sera prolongé et renforcé¹¹.

La Déclaration est donc le premier jalon de la construction d'un véritable système onusien de protection des Droits de l'homme¹². L'idée sous-jacente au catalogue de droits reconnus par ce texte est bien de rechercher comment « les Nations unies et les communautés plus restreintes, groupes d'États et États, peuvent franchir les premières étapes en vue d'atteindre à une reconnaissance

5. Sur l'ensemble de la procédure d'adoption de la Déclaration, voir E. Pateyron, *La contribution française à la rédaction de la Déclaration universelle des Droits de l'homme*, Paris, La Documentation française, 1998 ; A. Verdoodt, *Naissance et signification de la Déclaration...*

6. « J'ai participé sans interruption depuis les débuts de la deuxième guerre mondiale jusqu'au vote émis par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948, à la genèse de cette Déclaration. » (R. Cassin, préface à l'ouvrage d'A. Verdoodt, *Naissance et signification de la Déclaration...*, p. V).

7. René Cassin, utilisant une approche relevant de l'architecture, brosse, en effet, en seulement quelques lignes, le contenu de ce texte. L'auteur explique que « d'excellents ouvrages ayant déjà paru au cours de ces dernières années sur la Charte des Nations unies et la protection internationale des Droits de l'homme, l'objet de cette étude n'embrasse pas l'ensemble du problème international des Droits de l'homme ; il n'est pas, en particulier, d'examiner au fond le contenu de la Déclaration universelle » (R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 243).

8. *Ibid.*, p. 269.

9. « L'aveu que la Déclaration proclame des principes qui ne sont pas dès à présent pleinement obligatoires pour les États membres, ne saurait être plus clair. Il est corroboré par les commentaires de maintes délégations américaine, soviétique, britannique, argentine, norvégienne et de beaucoup d'autres pays dont le dévouement à la cause des Droits de l'homme n'est pas douteux. » (*Ibid.*, p. 289).

10. *Ibid.*, p. 266-267. On peut ajouter que la dégradation des relations internationales, avec la guerre froide commencée en 1947 entre l'URSS et le bloc occidental, constituait un autre élément rendant peu envisageable l'élaboration d'un texte de nature contraignante.

11. « [...] C'est en présence des obstacles dressés contre toute méthode simpliste, que s'est présentée dès la première session, aux membres de la Commission des Droits de l'homme, l'idée de conjuguer une Déclaration-manifeste collectif de principes et une ou plusieurs Conventions multilatérales ou mesures internationales ayant pour but de préciser tant la nature et le contenu des droits et libertés fondamentales à garantir, que la nature et la portée des garanties internationales de mise en œuvre » (*ibid.*, p. 269). Voir également la préface à l'ouvrage d'A. Verdoodt, *Naissance et signification de la Déclaration...*, p. VIII, ainsi que le discours de R. Cassin prononcé à la séance du 9 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations unies. Voir M. Agi, *De l'idée d'universalité comme fondatrice du concept des Droits de l'homme d'après la vie et l'œuvre de René Cassin*, Antibes, Alp'Azur, 1980, p. 329 sq.

12. Les sites onusiens présentent, en effet, la Déclaration de 1948 au sein d'un ensemble plus vaste, intitulé « Charte des Droits de l'homme » et qui comprend également la Charte des Nations unies du 26 juin 1945, les deux Pactes internationaux du 16 décembre 1966 et leurs protocoles facultatifs. Voir www.ohchr.org/FR/AboutUs/Pages/BriefHistory.aspx.

et à un respect effectif et universel plus complets des Droits de l'homme »¹³. La Déclaration est la première manifestation concrète du phénomène d'internationalisation des Droits de l'homme opéré par la Charte de San Francisco du 26 juin 1945 qui fonde l'Organisation des Nations unies¹⁴. Elle est « un instrument potentiel qui, cependant, n'enlève rien aux obligations déjà existantes en vertu de la Charte »¹⁵. Dès le préambule de la Charte de San Francisco, on apprend que les peuples des Nations unies souhaitent « proclamer à nouveau (leur) foi dans les droits fondamentaux de l'homme », ce qui implique que parmi les buts de cette nouvelle organisation fondée en 1945 figurent la « réalisation de la coopération internationale », « en encourageant le respect des Droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion » (art. 1^{er}, § 3, voir également l'art. 55). Ce rattachement explicite de la protection internationale des Droits de l'homme à la coopération interétatique fonde également la compétence d'étude et de recommandation de l'Assemblée générale (art. 13, § 1, b) et du Conseil économique et social (art. 62, § 2) en la matière.

Prolongeant la Charte, la Déclaration est un « idéal commun à atteindre par tous les peuples et par toutes les nations, afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent [...] d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives »¹⁶. On peut ajouter que ce texte de 1948 constitue la suite d'une évolution amorcée exactement vingt ans auparavant, et qui permet de reconnaître l'individu comme sujet de droit international¹⁷. En ce sens, la Déclaration marque « l'admission de l'individu comme sujet direct du droit des gens »¹⁸.

L'analyse de la portée juridique exacte de cet « idéal commun » s'avère cependant complexe, et René Cassin

lui-même s'interroge sur cette question essentielle : « la Déclaration proclame des principes qui ne sont pas dès à présent pleinement obligatoires pour les États membres. [...] Suit-il de là que la Déclaration n'ait aucune valeur, même morale, ou, au contraire, comme on l'a soutenu, qu'elle ait uniquement la valeur d'un code moral, démunie de toute influence politique ou de toute portée juridique ? – heureusement non¹⁹. » René Cassin n'arrivera cependant pas à imposer l'idée d'incorporer la Déclaration au sein de la Charte de San Francisco et formellement, le texte de 1958 n'est qu'une résolution de l'Assemblée générale, qui par définition ne lie pas ses destinataires. Le texte de 1948 ne se présente donc pas en termes d'obligations pour les États de la communauté internationale. Il ne prime nullement sur les dispositions de droit interne et ne contient pas plus la nécessité d'abroger des lois ou règlements contraires à ses dispositions. Comme le dira Eleanor Roosevelt devant l'Assemblée générale au moment de l'adoption de la Déclaration : « Il ne s'agit pas d'un traité, il ne s'agit pas d'un accord international, il ne s'agit et ne s'agira pas d'une énonciation légale ou d'une obligation juridique. Il s'agit d'une déclaration de principes fondamentaux des Droits de l'homme et des libertés qui doivent être entérinés avec l'approbation de l'Assemblée générale par un vote formel de ses membres et servir de modèle à tous les peuples et à toutes les nations²⁰. »

Toutefois, si la Déclaration universelle ne présente pas les caractéristiques d'une norme contraignante, son caractère de résolution de l'Assemblée générale ne peut être résumé au fait qu'elle ne lie pas les États membres²¹. Cette résolution est en réalité d'une tout autre valeur qu'un texte symbolique ou qu'un document adopté dans le cadre d'une structure non gouvernementale²². Plusieurs auteurs ont depuis longtemps rejeté toute distinction tranchée entre droit contraignant et droit non contraignant pour

13. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 243.

14. Pour G. Scelle, « les organes de l'ONU en matière de protection des droits individuels possèdent [...] une compétence, sinon d'intervention au sens fort du terme, au moins d'interférence dans les affaires domestiques » (*Cours de droit international public*, Paris, Les Cours de droit, 1947-1948, p. 513). René Cassin ira plus loin encore en estimant que « la Charte, [...] a incorporé les Droits de l'homme dans le droit international positif, droits dont on peut dire qu'ils figurent maintenant parmi les "principes généraux du droit" » (discours prononcé à la séance du 9 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations unies, reproduit par M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 331).

15. René Cassin, cité par E. Pateyron, *La contribution française à la rédaction...*, p. 152.

16. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 289. Dans le même sens, René Cassin dans son discours prononcé à la séance du 9 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations unies présente la Déclaration comme un texte « qui a une très grande valeur morale, doit être un guide pour la politique des gouvernements (et) un phare pour l'espoir des peuples, une plate-forme pour l'action des associations nationales ou internationales de caractère civique » (M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 331).

17. C'est la Cour permanente de justice internationale qui pose le principe d'une société internationale potentiellement ouverte aux individus : « selon un principe de droit international bien établi (un) accord international ne peut, comme tel, créer directement des droits et des obligations pour des particuliers. Mais on ne saurait contester que l'objet même d'un accord international, dans l'intention des parties contractantes, puisse être l'adoption, par les parties, de règles déterminées créant des droits et des obligations pour des individus, et susceptibles d'être appliquées par les tribunaux nationaux » (Avis du 3 mars 1928, *Affaire de la Compétence des tribunaux de Dantzig*, série B, n° 15).

18. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 334.

19. *Ibid.*, p. 289.

20. Cité par H. Hannum, « Final report on the Status of the Universal Declaration of Human Rights », in *National and international law. Report of the 66^e Conference*, Buenos Aires, 1994, p. 357.

21. Analyse retenue notamment par le Conseil d'État français, selon lequel « la seule publication faite au Journal officiel du 9 février 1949 du texte de la Déclaration universelle des Droits de l'homme ne permet pas de ranger cette dernière au nombre des textes diplomatiques qui, ayant été ratifiés et publiés en vertu d'une loi, ont aux termes de l'article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958, une autorité supérieure à celle de la loi interne » (CE, 23 novembre 1984, *Roujansky, Rec.*, p. 383 ; voir également les arrêts du 18 avril 1951, *Élections de Nola, Rec.*, p. 189 ; 11 mai 1930, *Car, Rec.*, p. 319).

22. Comme avait, par exemple, pu l'être la Déclaration des droits internationaux de l'homme, adoptée par l'Institut de droit international lors de sa session du 12 octobre 1929 à New York.

les normes de droit international public. Comme l'exprime notamment Michel Virally, « les États ont eux-mêmes, en signant le traité constitutif, donné compétence à un organe international pour leur proposer les moyens de remplir leurs obligations. La recommandation formulée par ce dernier, surtout si elle a été adoptée à une forte majorité, doit être réputée avoir donné une exacte interprétation de ce qui est dû : présomption que les États doivent détruire s'ils estiment ne pas devoir déférer à l'invitation qui leur a été adressée »²³. La Déclaration universelle constitue l'exemple même d'une norme de *soft law*, qui, « si elle n'est pas aussi puissante et astreignante qu'une convention », est cependant « formulée par une résolution de l'Assemblée qui a une valeur juridique de recommandation ; elle est le développement de la Charte, qui a incorporé les Droits de l'homme dans le droit international positif [...] ». Ce n'est qu'un instrument potentiel qui, cependant, n'enlève rien aux obligations déjà existantes en vertu de la Charte »²⁴.

Il est d'ailleurs tout à fait remarquable de constater que ce texte, adopté à un moment de tension au sein de la communauté internationale, n'a rencontré l'opposition formelle d'aucun État lors du passage au vote : à la fin de la 183^e séance de l'Assemblée générale des Nations unies, qui se tient la nuit du 10 décembre 1948, quarante-huit d'entre eux votent en faveur du texte, huit s'abstiennent, mais aucun État ne vote contre. La structure de ce vote constitue l'un des éléments démontrant que la Déclaration revêt très largement le caractère d'une codification des principaux droits fondamentaux²⁵, ce qui renforce encore sa portée juridique²⁶ : « la Charte, [...] consacre juridiquement le principe et la notion des Droits de l'homme, bien antérieurs à elle », ce qui en fait un texte « capable de survivre à la Charte des Nations unies, même si celle-ci devait avoir un jour le sort du Pacte de la Société des nations »²⁷. Comme l'indiquera également F. Dehousse, délégué de la Belgique, devant la 3^e Commission de l'Assemblée générale des Nations unies, un certain nombre de principes

écrits dans la Déclaration « ne feront que répéter des règles figurant déjà dans le droit coutumier des Nations et reconnu, par conséquent, par le droit international non écrit. [...] Ce document aura une valeur juridique incontestable, il n'aura pas de valeur obligatoire proprement dite »²⁸.

Texte fondateur, la Déclaration l'est indéniablement dès 1948. Mais ce n'est qu'au fur et à mesure de l'évolution et du renforcement de la protection supranationale des Droits de l'homme que les potentialités offertes par ce texte trouveront à se réaliser.

B. La Déclaration, « source » de la protection des Droits de l'homme

Dans son cours de 1951, René Cassin assigne deux missions à la Déclaration universelle, qui doit « manifester son potentiel sur le plan international et son influence politique sur les constitutions et législations nationales »²⁹. L'évolution suivie depuis 1951 montre effectivement un renforcement progressif du rôle de la Déclaration.

Au plan interne, elle a été rapidement reprise dans le préambule de très nombreuses Constitutions, notamment africaines³⁰, et ce mouvement se retrouve dans plusieurs Constitutions européennes modernes, qui en font une norme d'interprétation des normes internes en matière de droits fondamentaux³¹.

Au plan régional, la mise en place de normes et de systèmes effectifs de protection des Droits de l'homme se situe toujours dans la perspective de la Déclaration, comme le montre le 1^{er} alinéa du préambule de la Convention européenne des Droits de l'homme du 4 novembre 1950, selon lequel les États contractants se déclarent résolus « à prendre les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la Déclaration universelle ». Le préambule de la Convention américaine relative aux Droits de l'homme du 22 novembre

23. M. Virally, « La valeur juridique des recommandations des organisations internationales », *Le droit international en devenir*, Paris, PUF, 1990, p. 1987. Voir également S. Tchirkovitch, « La Déclaration universelle des Droits de l'homme et sa portée internationale », *Revue générale de droit international public*, 1949, p. 359 sq.

24. René Cassin, cité par E. Pateyron, *La contribution française à la rédaction...*, p. 152.

25. René Cassin souhaitait toutefois dépasser le strict cadre de la codification et avait proposé, notamment dans son avant-projet de quarante-cinq articles du 16 juin 1947, un certain nombre de « nouveaux » droits, tels que le droit à une nationalité, le droit d'asile, ou encore le droit pour un auteur de disposer des fruits de son œuvre. Voir M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 185 et 321. Pour le texte de l'avant-projet du 16 juin 1947, voir *Notes documentaires et études*, juillet-août 1947.

26. Analyse notamment retenue par l'International Law Association dans une résolution adoptée en 1994 : « many if not all the rights elaborated in the Universal Declaration of Human Rights are widely recognised as constituting rules of customary international law. » Voir également « Prolégomènes sur l'internationalisation des Droits de l'homme », in *La protection des Droits de l'homme et l'évolution du droit international*, Colloque de Strasbourg, mai 1997, SFDI (éd.), Paris, Pedone, 1998, p. 329 sq.

27. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 250 et 291.

28. Documents officiels de la 3^e session de l'Assemblée générale, 3^e Commission, comptes rendus analytiques des séances, 21 septembre-8 décembre 1948, New York, p. 199.

29. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 291 et 292. E. Decaux souligne d'ailleurs que dès le départ, les termes utilisés pour qualifier la Déclaration sont particulièrement forts. Il y voit la volonté de faire de ce texte un « véritable "acte constitutif" objectivant les principes fondamentaux auxquels la Charte se bornait à faire référence » (« De la promotion à la protection des Droits de l'homme », in *La protection des Droits de l'homme et l'évolution du droit international*, p. 103).

30. À la fin des années 1970, les Constitutions de vingt-neuf pays africains se référaient expressément à la Déclaration. K. Mbaye, « Rapport introductif au colloque de Dakar sur les Droits de l'homme », *Revue sénégalaise de droit*, n° 22, 1977, p. 25. Voir également N. Antonopoulos, « L'influence de la Déclaration universelle des Droits de l'homme sur les constitutions contemporaines », *Politique*, n° 13, janvier-mars 1961, p. 1 sq.

31. Voir notamment, l'art. 16 § 2 de la Constitution de la République du Portugal du 2 avril 1976, l'art. 10 § 2 de la Constitution espagnole du 27 décembre 1978, ou encore l'art. 20 de la Constitution roumaine du 8 décembre 1991.

1969 souligne également que la Déclaration universelle de 1948 (comme la Déclaration américaine des droits et des devoirs de l'homme de Bogotá de 1948) consacrent des principes « réaffirmés et développés par d'autres instruments internationaux, de portée tant universelle que régionale ».

Au plan international, de très nombreux textes, tant conventionnels que non conventionnels, font référence à la Déclaration de 1948 comme source des droits internationalement protégés. On doit d'ailleurs noter que ces différentes normes mentionnent souvent, sur un pied d'égalité, la Déclaration universelle et la Charte de San Francisco, passant outre la différence de nature de ces deux textes³². La Cour internationale de justice a adopté d'ailleurs désormais la même analyse. Ainsi, dans son avis du 21 juin 1971³³, elle se contente de poser son raisonnement à partir de la Charte des Nations unies (alors que la résolution 2145/XXI de l'Assemblée générale qui saisit la Cour soulignait que l'administration sud-africaine de ce territoire était contraire à la Charte, mais également à la Déclaration universelle), la Cour dans son arrêt du 24 mai 1980 estime que « le fait de priver abusivement de leur liberté des êtres humains et les soumettre dans des conditions pénibles à une contrainte physique est manifestement incompatible avec les principes de la Charte des Nations unies et avec les droits fondamentaux énoncés dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme »³⁴. Pour la Cour, la Déclaration constitue bien la source matérielle des droits fondamentaux internationalement protégés. En ce sens, l'analyse de René Cassin,

formulée dès 1951, et selon laquelle la Déclaration « est presque constamment citée à côté de la Charte des Nations unies et sur un pied d'égalité »³⁵ est encore plus pertinente aujourd'hui.

Si l'influence normative de la Déclaration est indéniable, ceci ne doit pas occulter un échec majeur en matière de protection internationale des Droits de l'homme. La dynamique initiée par la Déclaration était, en effet, claire : « la logique du principe commande que l'individu, membre de la société universelle, puisse avoir recours, en fin de compte, devant une cour internationale de justice, que ce soit la Cour actuellement existante et dont le statut serait modifié, ou une cour spéciale dite des Droits de l'homme »³⁶. Or, sur ce point, les réalisations concrètes ont été peu nombreuses, et certainement pas d'une intensité conforme aux vœux de René Cassin. Certes, l'individu n'est pas totalement dépourvu de moyens d'action au plan international : la « procédure 1503 » mise en place dans le cadre de l'ONU³⁷, tout comme la « procédure 104 Ex/3.3 » dans le cadre de l'Unesco³⁸, ou la procédure spéciale devant le Comité de la liberté syndicale de l'OIT³⁹ permettent aux individus de dénoncer des violations de leurs droits fondamentaux par des communications individuelles. Dans le même sens, plusieurs traités internationaux de protection des Droits de l'homme autorisent l'accès des individus, sous certaines conditions, à leurs « Comités » respectifs de protection⁴⁰. Mais il ne faut pas se leurrer sur la portée de ces différents mécanismes, qui ne sont, en aucun cas, de nature juridictionnelle : toutes ces structures se contentent de « constater » la violation

32. Ainsi le préambule de la Constitution contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 précise que les États parties tiennent compte « de l'article 5 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prescrivent tous deux que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Le même commentaire peut être effectué concernant le préambule de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques du 18 décembre 1992.

33. *Conséquences juridiques pour les États de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité*, avis consultatif, CIJ, *Recueil*, 1971, p. 16.

34. *Personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran*, arrêt du 24 mai 1980, CIJ, *Recueil*, 1980, p. 3, § 91.

35. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 292.

36. *Ibid.*, p. 334.

37. Instituée par la Résolution (XLVIII) du Conseil économique et social du 27 mai 1970 (modifiée par la Résolution 2000/3), cette procédure autorise la Commission des Droits de l'homme à examiner les renseignements concernant des violations flagrantes systématiques et dûment attestées des Droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les communications peuvent émaner d'une personne ou d'un groupe de personnes affirmant être victime d'une violation des Droits de l'homme.

38. Selon la procédure définie par la décision 104 EX/3.3, des communications peuvent être adressées au directeur général de l'Unesco, concernant un « cas » individuel et spécifique relatif à des violations des Droits de l'homme ou une « question » relative à des « violations massives, systématiques ou flagrantes des Droits de l'homme qui sont la conséquence soit d'une politique contraire aux Droits de l'homme, pratiquée en droit ou en fait par un État, soit d'une accumulation de cas individuels qui constituent un ensemble concordant ». Ces communications sont examinées par le Comité sur les conventions et recommandations, qui adopte à l'issue de ses travaux un rapport confidentiel contenant « tous renseignements appropriés résultant de l'examen des communications par le Comité, que celui-ci jugera utile de porter à la connaissance du Conseil exécutif. Les rapports contiendront également les recommandations que le Comité peut souhaiter formuler, soit d'une manière générale, soit quant à la suite à donner à la communication soumise à son examen ».

39. L'article 24 de la Constitution de l'OIT prévoit la possibilité pour les organisations d'employeurs et de travailleurs d'introduire une réclamation contre un État qui « n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention » à laquelle il a adhéré. En outre, le Bureau international du travail, en accord avec le Conseil économique et social de l'ONU, a mis en place une procédure spécifique en cas de violation de la liberté syndicale (Résolution 277 (X) du 17 février 1950 sur les droits syndicaux) : toute organisation de travailleurs ou d'employeurs peut déposer une plainte, qui est examinée par un comité de 9 membres du Conseil d'administration. Ce comité peut faire des constatations, formuler des conclusions et recommandations. Il présente son rapport au Conseil d'administration ainsi que ses décisions dûment motivées. Son rapport comporte les observations et suggestions à soumettre aux gouvernements mis en cause.

40. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Comité des Droits de l'homme, Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, Comité contre la torture, Comité des travailleurs migrants, Comité des droits de personnes handicapées, Comité des disparitions forcées. Seuls les quatre premiers fonctionnent à ce jour. Voir, sur ce point, Y. Kerbrat, « Comités des Droits de l'homme et autres Comités mis en place par les Conventions conclues dans le cadre de l'ONU », *Jurisclasseur Libertés*, fasc. 320, 2007.

d'un ou de plusieurs droits protégés, sans rendre un arrêt, ni pouvoir condamner d'une quelconque manière l'État fautif. À cet égard, seuls les systèmes régionaux américain⁴¹ et surtout européen, avec la mise en place d'organes juridictionnels de contrôle pouvant être saisis directement⁴² par des victimes de violations de droits protégés, répondent à la volonté de l'auteur⁴³.

L'évolution institutionnelle la plus récente de la communauté internationale semble également aller dans le sens de la volonté de René Cassin, qui souhaitait la mise en place dès 1951 d'un « Comité des Droits de l'homme », « organe permanent chargé d'examiner les plaintes pour violation du Pacte des Droits de l'homme » et permettant un droit d'accès direct ou indirect au profit des individus⁴⁴. Certes, dès 1946 existait dans le cadre onusien la Commission des Droits de l'homme, organe subsidiaire du Conseil économique et social et principal organe directeur en matière de protection des Droits de l'homme. Cette Commission, minée par de nombreux conflits internes et largement discréditée, a été remplacée en 2006 par un Conseil des Droits de l'homme⁴⁵, nouvel organe subsidiaire de l'Assemblée générale, composé de quarante-sept représentants et chargé de « promouvoir le respect universel et la défense de tous les Droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, pour tous, sans aucune sorte de distinction et de façon juste et équitable », ce qui implique notamment d'examiner « les violations des Droits de l'homme, notamment lorsque celles-ci sont flagrantes et systématiques », et de faire « des recommandations à leur sujet ». Le Conseil met également en place une procédure d'« examen périodique universel », qui permet de vérifier le respect par chaque État, sur la foi d'informations objectives et fiables, de ses obligations et engagements en matière de Droits de l'homme de façon à garantir l'universalité de son action et l'égalité de traitement de tous les États. Même s'il est encore probablement trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur l'apport de cette structure à la protection internationale des Droits de l'homme, il est permis de penser qu'il

ne s'agit pas réellement de la mise en application de la pensée de René Cassin, tant l'efficacité des travaux de ce nouvel organe semble sujette à caution...⁴⁶.

Si la Déclaration marque indéniablement le point de départ d'une intense production normative en matière de protection supranationale des Droits de l'homme, elle constitue également un document de référence pour la promotion du principe d'universalité.

II. La Déclaration universelle et la question de l'universalité des Droits de l'homme

La Déclaration de 1948 constitue la consécration du principe d'universalité des Droits de l'homme, comme le montre symboliquement le choix du titre de ce document (A). Mais on peut pourtant se demander si cette fin de la décennie 1940 ne constitue pas également le point culminant de ce principe, tant cette universalité des Droits de l'homme internationalement protégés apparaît aujourd'hui contestée et fragilisée (B).

A. Une Déclaration « universelle » et non « internationale »

De manière tout à fait symbolique, on sait que René Cassin va se battre lors de la rédaction de la Déclaration afin d'obtenir deux mentions essentielles. D'une part, il propose que la Déclaration commence par la formule emblématique « Nous, peuples des Nations unies... », rappelant ici la célèbre formule de la Charte de San Francisco⁴⁷. D'autre part, il souhaite qu'elle soit qualifiée d'« universelle » et non d'« internationale ». Il n'obtiendra gain de cause que sur la deuxième de ces propositions⁴⁸. On pourrait penser que ces débats relèvent seulement de discussions terminologiques. En réalité, il s'agit de choix essentiels, portant sur les orientations

41. La Convention américaine relative aux Droits de l'homme, adoptée à San José le 22 novembre 1969, met en place une Commission et une Cour interaméricaines des Droits de l'homme. Mais les individus qui saisissent la Commission ne possèdent pas d'accès direct à la Cour.

42. Le protocole n° 11 du 11 mai 1994 (entré en vigueur le 1^{er} novembre 1998) supprime la Commission européenne des Droits de l'homme et confère à la seule Cour le pouvoir de statuer sur la recevabilité de la requête (en adoptant une décision sur la recevabilité), puis, après une tentative de conciliation, sur le fond de l'affaire (en adoptant un arrêt, à la majorité des juges).

43. René Cassin évoque de manière très rapide dans son cours le système européen (la Convention européenne de 1950 étant d'ailleurs qualifiée de « Pacte européen des Droits de l'homme »), qu'il estime non transposable au plan universel. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 345-346 et 352.

44. « La conclusion est que, si on ne veut pas dissocier gravement l'autorité générale incombant aux Nations unies pour promouvoir le respect des Droits de l'homme en tous pays, il faut confier à un même organe déjà prévu par la Charte, le poids principal de la tâche consistant à exercer, d'une manière prééminente, la surveillance de la manière dont le respect et le progrès des Droits de l'homme sont assurés par chacun des États membres liés par la Charte des Nations unies et associés aux « recommandations » de leurs organes principaux, qu'ils soient ou non devenus parties au Pacte. » (R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 354). Voir également les pages 336 sq. et 348. René Cassin mentionne d'ailleurs (p. 336) que cette idée de création d'un Conseil des Droits de l'homme a été initialement proposée par H. Lauterpacht. Voir *International Law and human rights*, Londres, Stevens & Sons, 1950.

45. Résolution 60/251 de l'Assemblée générale des Nations unies.

46. Voir, notamment, A. Duparc, « Passe d'armes sur les Droits de l'homme », *Le Monde*, 15 juin 2007 ; « Le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU arrête les enquêtes sur Cuba et la Biélorussie », *Le Monde*, 19 juin 2007 ; « L'ONU supprime le mandat du « rapporteur spécial » au Congo-Kinshasa », *Le Monde*, 29 mars 2008 ; « À l'ONU, l'étrange examen des atteintes aux Droits de l'homme », *Le Monde*, 20 mai 2008.

47. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 279.

48. « L'Assemblée générale des Nations unies a accepté la proposition française tendant à changer l'intitulé de la Déclaration. Elle lui a conféré l'appellation de « Déclaration universelle », car celle-ci émane de la communauté juridiquement organisée de tous les peuples du monde du genre humain et elle exprime les aspirations communes à tous les hommes. » (*Ibid.*, p. 279). L'amendement de René Cassin proposant un nouveau titre pour la Déclaration sera adopté à l'unanimité. Voir G. Israël, *René Cassin*, p. 190.

fondamentales de la Déclaration. René Cassin précise lui-même que ce texte de 1948 a progressivement glissé d'un texte « international », vers un texte « universel » : initialement, les droits proclamés relevaient d'une conception interétatique de la société universelle et le projet adopté par la Commission risquait d'apparaître comme un texte liant seulement les gouvernements. Ce n'est que progressivement que s'est dégagée l'idée selon laquelle l'homme était au centre d'une Déclaration qui se devait de promouvoir une conception unique de la condition humaine. Les premières dispositions de la Déclaration portent la marque de cette volonté d'universalité. Elles énoncent, en effet, que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits » (art. 1^{er}) et que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » (art. 2)⁴⁹.

L'universalité de la Déclaration renvoie à un triptyque, aujourd'hui bien connu : ce texte est tout à la fois universel quant à sa conception, quant à ses destinataires, et quant à son contenu⁵⁰.

Quant à sa conception, la Déclaration ne se veut officiellement relever d'aucune idéologie spécifique : « la Déclaration n'étant inféodée à aucune doctrine particulière – ni celle des droits naturels et absolus, ni l'individualisme du XVIII^e siècle, ni la dialectique marxiste – est imprégnée de ce qui leur est commun à toutes, à savoir l'affirmation de l'unité de la famille humaine⁵¹. » Le choix d'une Déclaration laïque constitue également l'une des conséquences de ce refus idéologique⁵². Cette analyse ne correspond toutefois qu'imparfaitement à la réalité, car, comme l'évoque justement Frédéric Sudre, le droit international des Droits de l'homme est par nature idéologique, puisqu'il « aspire à exprimer une idéologie commune à l'humanité toute entière, dont le principe

premier est celui de l'égalité de tous les hommes »⁵³. La Déclaration constitue donc plutôt qu'un texte non idéologique, une norme fusionnant les sources essentielles de la protection du droit international des Droits de l'homme, qui sont tout à la fois le principe d'égalité (très largement issu de la doctrine chrétienne), la théorie du droit naturel et l'individualisme libéral issu des penseurs des Lumières. La filiation, tant formelle que matérielle (notamment en ce qui concerne la faible présence des droits sociaux), avec la Déclaration française des Droits de l'homme du 26 août 1789 apparaît ici éclatante. Comme le reconnaît René Cassin lui-même, le texte de 1948 possède des soubassements, qui sont « les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité que l'humanité fait l'honneur d'emprunter à la Déclaration française de 1789 »⁵⁴.

Universelle, la Déclaration l'est aussi quant à ses destinataires. Le sujet de ce texte est bien l'être humain qu'il entend protéger, et ce sans aucune distinction liée à son territoire de résidence, ou au régime politique dont il dépend : « j'ai beaucoup contribué à rendre la Déclaration "universelle", c'est-à-dire à faire d'elle un monument du droit des gens, protecteur des hommes de tous lieux, de tous territoires, de toutes confessions, sans préoccupation de connaître le régime des États ou des autres groupes humains sous lesquels ils vivent⁵⁵. » René Cassin précisera en 1969 que cet aspect de l'universalité renvoie à « chaque être humain membre d'une société mondiale, et pas seulement sujet de son État et, indirectement sujet des Nations unies »⁵⁶. On ne trouve d'ailleurs aucune distinction entre nationaux et étrangers dans le texte de la Déclaration⁵⁷. On peut également relever l'absence presque totale de l'État, comme garant unique des Droits de l'homme. C'est le mot « société » qui prévaut (et ce malgré l'opposition de la représentation soviétique), ou le mot « communauté ».

Enfin, l'universalité de la Déclaration réside dans son contenu, car, pour la première fois existe un standard international commun, qui cherche à regrouper « l'ensemble

49. On peut d'ailleurs compléter ces articles par le préambule de la Déclaration : « L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des Droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction. »

50. Voir G. Cohen-Jonathan, « René Cassin et la conception des Droits de l'homme », in *Actualité de la pensée de René Cassin*, Paris, Éditions du CNRS, 1981, p. 51-52.

51. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 291.

52. *Ibid.*, p. 284.

53. *Droit international et européen des Droits de l'homme*, 7^e édition, Paris, PUF, 2005, p. 38. Voir également sur ce point P. Wachsmann, *Libertés publiques*, Paris, Dalloz (Cours), 2005, p. 15 sq.

54. Discours de René Cassin prononcé à la séance du 9 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations unies. Voir M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 331.

55. R. Cassin, *Cahiers de l'Alliance israélienne universelle*, n° 120, septembre-octobre 1958, p. 97.

56. « Variations autour du concept d'universalité », extraits de l'entretien de René Cassin avec Marc Agi du 9 janvier 1969, in M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 356.

57. « Oui, nous faisons une Déclaration pour tous les hommes. Il n'y a même plus, dans notre Déclaration, de distinction entre les nationaux et les étrangers. Il n'y a que les droits politiques qui aient été réservés aux nationaux. Il va de soi que la législation permet d'établir des degrés, des modalités dans l'usage, mais les droits fondamentaux (droit au mariage, droit à la justice, droit au travail, droit à la propriété) sont consacrés sans distinction d'origine nationale. » Toutefois, certains droits protégés par la Déclaration ne peuvent que s'appliquer différemment aux nationaux et aux étrangers. On peut ici notamment penser à l'article 12 (liberté de circulation et droit de quitter son pays et d'y revenir), à l'article 15 (droit à une nationalité) et à l'article 21 (droit à la participation aux affaires politiques de son pays).

des droits de toute nature qui devraient être garantis dans une société démocratique »⁵⁸. Selon la très célèbre présentation du texte effectuée par René Cassin, « la Déclaration universelle a été comparée par nous au vaste portique d'un temple, dont le parvis est formé par le préambule affirmant l'unité de la famille humaine et dont le soubassement, les assises, sont constitués par les principes généraux de liberté, d'égalité, de non-discrimination et de fraternité proclamés dans les articles 1 et 2. Quatre colonnes d'importance égale soutiennent le portique. La première est celle des droits et libertés d'ordre personnel (art. 3 à 11 inclus) [...]. La seconde concerne les droits de l'individu dans ses rapports avec les groupements dont il fait partie et les choses du monde extérieur (art. 12 à 17 inclus) [...]. Le troisième pilier est celui des facultés spirituelles, des libertés publiques et des droits politiques fondamentaux (art. 18 à 22) [...]. Le quatrième pilier, symétrique du premier, dont le caractère est entièrement neuf sur le plan international et dont la puissance ne cède en rien aux autres, est celui des droits économiques, sociaux et culturels (art. 22 à 27 inclus) [...]. Sur ces quatre colonnes, il fallait poser un fronton marquant les liens entre l'individu et la société. Les articles 28 à 30 affirment la nécessité d'un ordre social international tel que les droits et libertés de la personne puissent y trouver leur plein effet. Ils proclament ainsi l'existence des devoirs de l'individu envers la communauté, ils fixent les limites que l'homme ne peut franchir : celui-ci a des devoirs envers la communauté »⁵⁹. L'universalité réalisée par la Déclaration réside également dans le refus de toute hiérarchie entre les droits reconnus, car « il n'y a pas de libertés fondamentales de première classe et des droits fondamentaux de deuxième classe », ce qui signifie que « les quatre piliers sont aussi importants les uns que les autres et nous ne serions pas en peine dans chacun d'entre eux de trouver l'une des pierres maîtresses dont l'humanité a besoin pour édifier sa maison »⁶⁰. L'Assemblée générale rappellera ce caractère universel des droits proclamés dans sa résolution 421/5, adoptée le 4 décembre 1950⁶¹. Il convient toutefois de relever que l'universalité matérielle des droits n'est pas totalement réalisée par la Déclaration, en raison notamment d'une faible place accordée aux droits économiques et sociaux. Ceux-ci se voient soumis de surcroît à un régime juridique différent des droits civils et politiques, par l'effet de la formule « parapluie » de l'article 22,

selon lequel « si toute personne, en tant que membre de la société, [...] est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale », ceci ne vaut que « compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays »⁶².

Universelle, la Déclaration de 1948 l'est donc de manière multiple. Mais son adoption marque également l'apogée du principe d'universalité. À partir de cette date vont, en effet, se développer plusieurs mouvements de contestation qui vont fragiliser ce fondement pourtant essentiel de la protection supranationale des Droits de l'homme.

B. L'universalité des Droits de l'homme, principe fondamental contesté

Alors que l'adoption de la Déclaration aurait dû constituer le point de départ de la construction d'un système de protection des Droits de l'homme autour de valeurs universelles, on peut au contraire estimer que ce principe va subir dès ce moment de nombreuses attaques.

Le prolongement conventionnel de la Déclaration, que la Commission des Droits de l'homme avait envisagé avant même l'adoption de ce texte, constitue la première atteinte au principe de l'universalité des droits consacré en 1948. On le sait, ce sont deux Pactes et non un seul que l'Assemblée générale va adopter le 16 décembre 1966, l'un relatif aux droits civils et politiques, l'autre relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶³. Les discussions au sein de la Commission des Droits de l'homme ont, en effet, fait apparaître des différences de nature entre les droits et libertés d'ordre personnel et civique et les droits économiques, sociaux et culturels. Ces derniers sont des « droits à une prestation » dont l'aménagement exige des réformes profondes dans la structure des différents pays, y compris des efforts financiers appelés à se prolonger pendant des années »⁶⁴. René Cassin permettra toutefois d'éviter un éclatement matériel total des droits protégés par les Pactes, en faisant accepter le principe de la « pluralité articulée » : il n'existe pas de droits plus fondamentaux que d'autres et donc aucune hiérarchie entre ceux-ci. Il faut donc préparer parallèlement

58. Voir G. Cohen-Jonathan, « René Cassin et la conception des Droits de l'homme », p. 51-52.

59. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 278-279.

60. *Ibid.*, p. 302 et discours de René Cassin prononcé à la séance du 9 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations unies. Voir M. Agi, *De l'idée d'universalité...*, p. 330. L'auteur semble toutefois pencher en faveur d'une hiérarchie des droits protégés. Évoquant la Charte de San Francisco, il indique, en effet, que ce texte « n'a pas désigné, même sous la forme la plus abrégée, les droits et libertés considérés comme les plus fondamentaux et, à plus forte raison, s'est abstenu de les énumérer ou définir. Or, une simple désignation aurait pu servir de base à un développement jurisprudentiel, peut-être lent, mais important, au fur et à mesure que des organes politiques et juridiques, saisis de cas particuliers, auraient pu établir des précédents » (R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 250).

61. « Considérant que la Déclaration universelle envisage l'homme comme une personne à laquelle appartiennent indubitablement des libertés civiles et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels ; Considérant que la jouissance des libertés civiles et politiques et celle des droits économiques, sociaux et culturels sont liées entre elles et se conditionnent mutuellement ; Considérant que l'homme privé des droits économiques, sociaux et culturels ne représente pas cette personne humaine que la Déclaration universelle envisage comme l'idéal de l'homme libre. »

62. Voir sur ce point R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 275.

63. Résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966. Entrés en vigueur respectivement le 23 mars 1976 et le 3 janvier 1976.

64. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 300.

deux projets de Pactes, qui seront discutés simultanément par l'Assemblée générale et offerts en même temps à la signature⁶⁵. Cette optique sera finalement retenue, mais elle n'empêchera pas l'existence de textes distincts, soumis à deux systèmes spécifiques de protection et de contrôle⁶⁶. L'optique d'universalité matérielle mise en place par la Déclaration n'existe déjà plus en 1966⁶⁷.

Cette première rupture de l'universalité par les Pactes⁶⁸ sera suivie de plusieurs mouvements de contestation régionaux. Certes, la mise en place de systèmes spécifiques de protection ne peut pas, en soi, être considérée comme une mise en cause du principe d'universalité⁶⁹, comme le démontre la Convention européenne des Droits de l'homme qui renvoie explicitement à la Déclaration dans son préambule et qui, avec son article 1^{er} (selon lequel les hautes parties contractantes reconnaissent à « toute personne » le bénéfice des droits et libertés garantis par la Convention), consacre également l'universalité. Mais d'autres normes, telles que la Charte africaine des Droits de l'homme et des peuples du 26 juin 1981, la rejettent, au moins en partie. Le préambule de cette Charte, tout en « tenant dûment compte de la Charte des Nations unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'homme », ajoute que les États africains membres de l'OUA tiennent également compte « des vertus de leurs traditions historiques et des valeurs de civilisation africaine qui doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des Droits de l'homme et des peuples »⁷⁰. La Charte arabe des Droits de l'homme du 15 septembre 1994 relève de la même démarche : son préambule affirme son attachement à la Déclaration universelle des Droits de l'homme, aux Pactes internationaux relatifs aux Droits de l'homme, mais également à la Déclaration du Caire sur les Droits de l'homme en Islam⁷¹, et surtout ce texte

insiste sur « les principes éternels définis par le droit musulman et par les autres religions divines ».

Face à ces intenses mouvements de contestation, les Nations unies ont tenté de réagir depuis maintenant plusieurs décennies. À l'issue de la première Conférence internationale sur les Droits de l'homme organisée à Téhéran, en avril-mai 1968, la Proclamation du 13 mai 1968⁷² met clairement en valeur la portée de la Déclaration universelle, « qui exprime la conception commune qu'ont les peuples du monde entier des droits inviolables inhérents à tous les membres de la famille humaine et constitue une obligation pour les membres de la communauté internationale ». La Proclamation ajoute, en outre, que les deux Pactes « de même que les autres conventions et déclarations adoptées, dans le domaine des Droits de l'homme [...] ont établi des normes et des obligations auxquelles toutes les nations devraient se conformer ». On retrouve une semblable volonté affichée dans la déclaration et le programme d'action de Vienne, adoptés lors de la Conférence mondiale sur les Droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993⁷³. Ces textes rappellent « que la Déclaration universelle des Droits de l'homme, qui constitue un modèle commun à suivre pour tous les peuples et toutes les nations, est la source d'inspiration de l'Organisation des Nations unies et l'assise à partir de laquelle elle a progressivement élaboré les normes énoncées dans les instruments internationaux en vigueur dans le domaine considéré, en particulier dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ». Et le point 5 de la déclaration et du programme d'action rappelle encore plus fermement le principe d'universalité : « tous les Droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants

65. *Ibid.*, p. 305.

66. Alors que le Pacte sur les droits civils et politiques met en place un dispositif international spécifique de protection avec un Comité des Droits de l'homme, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ne prévoit qu'un contrôle par l'existence de rapports étatiques envoyés au secrétaire général des Nations unies. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ne sera finalement mis en place qu'avec la résolution 1985/17 adoptée par le Conseil économique et social le 28 mars 1985.

67. Même si la jurisprudence de la Cour européenne contestera cette séparation artificielle entre les deux catégories de droits. Dans son arrêt *Airey c. Irlande* du 9 octobre 1979, elle précise que « nulle cloison étanche ne sépare la sphère des droits économiques et sociaux du domaine de la Convention ». En effet, si la Convention européenne des Droits de l'homme « énonce pour l'essentiel des droits civils et politiques, nombre d'entre eux ont des prolongements d'ordre économique et social ».

68. Qui ont toutefois connu un fort succès si l'on se limite au nombre des ratifications : en juin 2008, le Pacte sur les droits civils et politiques lie 160 États membres et le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 157.

69. Pour René Cassin, « si la Déclaration doit être universelle et le pacte universel, il n'est nullement interdit, mais il est recommandable au contraire, que des pays ayant des affinités territoriales, ou de civilisation, puissent former des petits groupes entre lesquels les questions concernant les Droits de l'homme pourraient être débattues. [...] On peut même penser qu'à un moment donné des pays essaieront de faire du régionalisme pour aller au-delà de la Déclaration. Ce sera fort louable. Mais pour l'instant la Déclaration c'est le minimum ». (« Variations autour du concept d'universalité », p. 356).

70. Les auteurs de la Charte mentionnent, en outre, que la Commission africaine des Droits de l'homme et des peuples doit appliquer « les principes généraux de droit reconnus par les nations africaines » (art. 61), manière de relativiser les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées mentionnés par l'article 38 du statut de la Cour internationale de justice.

71. Cette Déclaration, promulguée le 19 septembre 1981 à Paris, lors d'une réunion organisée à l'Unesco, précise dans son introduction que « L'Islam a donné à l'humanité un code idéal des Droits de l'homme, il y a quatorze siècles. Ces droits ont pour objet de conférer honneur et dignité à l'humanité et d'éliminer l'exploitation, l'oppression et l'injustice.

Les Droits de l'homme, dans l'Islam, sont fortement enracinés dans la conviction que Dieu, et Dieu seul, est l'auteur de la Loi et la source de tous les Droits de l'homme. Étant donné leur origine divine, aucun dirigeant ni gouvernement, aucune assemblée ni autorité ne peut restreindre, abroger ni violer en aucune manière les Droits de l'homme conférés par Dieu. De même, nul ne peut transiger avec eux. Les Droits de l'homme, dans l'Islam, font partie intégrante de l'ensemble de l'ordre islamique et tous les gouvernements et organismes musulmans sont tenus de les appliquer selon la lettre et l'esprit dans le cadre de cet ordre ».

72. Pour la version complète de ce texte, voir www.droitshumains.org/Biblio/Trait_internat/Teheran.htm.

73. A/CONF. 157/23, 12 juillet 1993.

et intimement liés. La communauté internationale doit traiter des Droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance. S'il convient de ne pas perdre de vue l'importance des particularismes nationaux et régionaux et la diversité historique, culturelle et religieuse, il est du devoir des États, quel qu'en soit le système politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les Droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales. » On peut enfin souligner que le point 10 de cette même déclaration de Vienne rappelle que « l'insuffisance de développement ne peut être invoquée pour justifier une limitation aux Droits de l'homme internationalement reconnus ».

Malgré ces différentes déclarations de principe, on ne peut que constater une certaine perte d'influence de la Déclaration universelle. Plusieurs textes récents importants, qu'il s'agisse de ceux mettant en place le droit d'assistance humanitaire⁷⁴, ou du statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale⁷⁵, ne font aucune

référence à la Déclaration. On peut y voir le signe d'un recul progressif de cette norme « source », qui revient progressivement à son statut de « Déclaration-manifeste »...

Dans la conclusion de son cours, René Cassin fait preuve d'un optimisme modéré. Si la Déclaration (qualifiée de « document historique » et de « monument ») constitue selon lui « la base d'une éthique sans laquelle la société universelle ne pourrait s'organiser sur les plans moral, politique, juridique et même économique »⁷⁶, elle n'est que le moteur d'un mouvement plus large devant permettre la progression du respect universel des Droits de l'homme. Or, sur ce point, elle n'a pas pu jouer ce rôle d'impulsion. Comme l'évoquait en 1993 Boutros Boutros Ghali dans son discours liminaire à la Conférence de Vienne sur les Droits de l'homme, « à l'heure actuelle, l'urgence [...] semble moins de définir de nouveaux droits que d'amener les États à adopter les textes existants et à les appliquer effectivement ». L'ONU n'a donc pas su dépasser son statut de « Pénélope tisseuse de Pactes » que regrettait déjà René Cassin en 1951...

74. Résolution 43/131 de l'Assemblée générale des Nations unies, « Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre », adoptée sans vote lors de la 75^e séance plénière le 8 décembre 1988.

75. Document A/CONF.183/9, en date du 17 juillet 1988.

76. R. Cassin, « La Déclaration universelle... », p. 360.